



NPA
JEUNESSES
ANTICAPITALISTES

STOP À L'ISLAMOPHOBIE, AU RACISME ET AUX VIOLENCES POLICIÈRES !

Dans la foulée de sa nomination au poste de ministre de l'Éducation Nationale, Gabriel Attal annonçait l'interdiction des abayas. Une attaque raciste, islamophobe et sexiste dont nous devons prendre la mesure.

Macron et son monde veulent prendre une revanche sur la frange de la jeunesse qui s'est mobilisée contre les violences policières et contre le racisme d'État. À travers l'interdiction de l'abaya c'est bien une politique islamophobe qui est mise en place, mais également raciste car n'importe qui pourrait porter une robe ample, ce qui fait du contrôle du port de l'abaya un jugement au faciès. De plus le gouvernement veut stigmatiser, les musulman•es et les personnes racisée en faisant un lien honteux entre porter une abaya et l'assassinat de Samuel Paty comme l'ont fait Macron et Attal. Une étape supplémentaire dans l'islamophobie d'État.

Leur interdiction amène à toujours plus de contrôle des femmes et des leurs corps : dès l'école, on apprend aux filles que leur corps est un sujet de débat et un terrain d'injonctions patriarcales. Continuant à s'enfoncer dans ses délires réactionnaires, le gouvernement parle également de mettre en place un service associatif obligatoire lié au SNU pour les élèves de seconde et même de remettre en place "la tenue unique" c'est à dire l'uniforme, en place pour l'expérimenter dans les quartiers populaires. En fait, ils veulent encadrer et contrôler les jeunes, notamment par rapport à la façon dont ils et elles s'habillent.

Deux semaines après, nous apprenons que la police a tué un jeune de 16 ans dans les Yvelines. A nouveau, le motif refus d'obtempérer est brandi comme un permis de tuer, et ce deux mois après le meurtre de Nahel et les révoltes plus que légitimes dans les banlieues et les quartiers populaires.

La lutte contre les violences policières, l'islamophobie d'Etat et le racisme doit être centrale. C'est le sens de l'appel national à une marche contre le racisme le 23 septembre, signé par plus de 80 organisations (collectifs des quartiers populaires, associations, partis, syndicats...) que nous soutenons.